

ELEMENTS POUR UN AUTRE DEVELOPPEMENT

FERGUENE, Ameziane.

Université Pierre Mendès, Grenoble, France.

RESUME.

Sous le double effet de l'échec de la plupart des expériences volontariste au Sud et de la crise endémique sévissant au Nord, la critique du développement est allée bon train au cours des dix dernières années.

Parmi les auteurs concernés, d'aucuns- Partant, Latouche, Jaulin...- n'ont pas hésité à mettre en cause, en même temps que les modèles et les stratégies adoptés, la notion même de développement. Que faut-il penser de cette position théorique invitant à poser les problèmes des pays du Sud en dehors du paradigme du développement? La réponse y est développée en trois moments. Le premier consiste à comprendre la logique de l'analyse qui sous-tend la thèse de la rupture avec le développement. Le second apporte des éléments de réponse à la question de la pertinence- et de la crédibilité- de cette thèse. Quant au troisième, il expose les grandes lignes d'une problématique alternative du développement au Sud. Car, et c'est la l'idée centrale défendue dans ce texte, l'échec répété du développement dans le Tiers-Monde, s'il consacre bien la faillite d'un modèle- le modèle- le modèle industrialise et par trop mimétique- ne saurait justifier la condamnation en bloc du concept même de développement.

INTRODUCTION.

Cette fin de siècle sera-t-elle marquée par un authentique renouveau de l'idée de développement ou consacrera-t-elle, au contraire, l'échec irrémédiable du projet et son enterrement définitif? Posée en ces termes, la question a peu de chance de recevoir une réponse autre qu'hypothétique et fondamentalement incertaine. Sans doute, parce qu'elle est devenue d'une certaine manière incontournable, divers auteurs l'ont-ils sous une forme ou une autre abordée. Mais, suivant leurs itinéraires personnels et leurs sensibilités, les réponses qu'ils lui ont données divergent considérablement, quand elles ne sont pas diamétralement opposées.

Ainsi, alors que F. Perroux, au terme d'une vie de recherche, exposait en 1981 sa vision du "nouveau développement", dans lequel l'humanité doit impérativement s'engager selon lui, F. Partant, de son côté, n'hésitait pas l'année suivante à annoncer -un peu péremptoirement peut-être- "la fin du développement". De économistes sont nombreux à souscrire à la thèse de Ch. A. Michalet, selon laquelle la solution tient dans un défi: "le défi du développement indépendant". Par contre, cette thèse ne fait pas l'unanimité parmi les spécialistes non économistes qui lui reprochent de rester enfermée

dans l'univers du développement, univers idéologique et largement mythique à leur yeux. Pour l'anthropologue R. Jaulin; par exemple, la seule issue aux problèmes des sociétés du Tiers-Monde réside dans "l'ethnodéveloppement" : ce terme un peu ambigu désigne en fait un projet social en rupture radicale avec le paradigme économique occidental et qui, à ce titre, constitue moins un développement alternatif qu'une alternative au développement.

Si donc la communauté scientifique est profondément divisée quant à la façon de voir l'avenir, ses vues sur le présent et le passé récent, en revanche, sont loin d'être aussi divergentes. Deux propositions en particulier sont le lieu d'une convergence totale ou presque. Premièrement, au sein des sociétés industrielles du Nord, le développement est entré en crise depuis pratiquement une vingtaine d'années; perçue d'abord comme purement conjoncturelle, cette crise s'est progressivement imposée comme crise structurelle, impossible à juguler dans le cadre des politiques économiques conventionnelles. Deuxièmement, dans les sociétés en cours d'industrialisation du Sud, à quelques cas exceptionnels près (NPI d'Asie du Sud-Est auxquels il faut ajouter quelques réussites locales dans d'autres pays), le développement en tant que processus intégrant l'économie et le social a massivement échoué.

Conséquence de ce double constat (crise au Nord/ échec au Sud), le débat sur le développement- et singulièrement sur celui des pays du Tiers-Monde- s'est pour ainsi dire décentré au cours de la dernière décennie. Alors que dans le passé la discussion tournait essentiellement autour de la traditionnelle question de savoir quel modèle de développement est approprié pour venir à bout du "sous-développement", désormais un certain nombre d'auteurs-plus théoriciens que praticiens-s'interrogent sérieusement et ouvertement sur le bien-fondé du concept même de développement et sur son adéquation pour penser et les difficultés des sociétés du Tiers-Monde et les réponses qu'il convient de leur apporter .

Certes, la critique du développement (non seulement en tant que réalité mais aussi en tant que notion) n'est pas une attitude tout à fait récente. Sans remonter à l'époque où J. Austruy écrivait " le scandale du développement " , on peut citer deux ouvrages qui, dès 1976 pour le premier et 1977 pour le second, s'attaquaient au "mythe du développement" . Il est toutefois indéniable que le début des années 80 marque un tournant : tournant dans ce sens précis que tout en gagnant en intensité, la remise en cause du développement se fait plus globale et, surtout, plus radicale. Résumée succinctement l'approche des adeptes de cette remise en cause radicale se ramène à ceci. Que ce soit en Afrique, en Amérique Latine et même en Asie, le développement- cette notion fétiche depuis les années 50-

n'a pas tenu ses promesses. Si l'on se réfère aux objectifs sociaux qui lui ont été explicitement assignés (éradiquer la misère et la pauvreté sous toutes leurs formes), il est même patent qu'il a massivement échoué. Cet échec n'ayant pas sanctionné un type particulier d'expériences mais, de façon invariable, l'ensemble des stratégies et des politiques mises en oeuvre, il est dérisoire et vain de continuer à raisonner en terme de développement pour penser les remèdes au mal appelé "sous-développement".

Ce concept de développement ayant révélé concrètement ses limites, il est urgent d'en faire la critique sans concession et d'en envisager le dépassement. Pour les sociétés concernées du Tiers-Monde cela signifie que la fuite en avant et les illusions sur lesquelles elle se fonde doivent être bannies à jamais. Autrement dit, pour s'en sortir, ces sociétés ne doivent pas se contenter de rejeter les modèles et les schémas conventionnels, appliqués jusqu'ici sans succès; en même temps que ceux-ci, elles doivent refuser l'idée même de développement, ainsi que les catégories de progrès, de rationalité, d'efficacité, etc., qui lui sont étroitement associées, elles doivent rompre totalement et radicalement avec le paradigme du développement.

Que faut-il penser de cette position préconisant le refus du développement comme seule voie permettant de sortir du cercle infernal du "sous(développement)" ? Est-ce une position cohérente ? Quel est le contenu de la "solution" ainsi préconisée et quelle en est la signification ?

Surtout, une telle solution est-elle pertinente et crédible ? Tenter de répondre à ces différentes interrogations et, dans le fil de cette tentative, aborder la question- ô combien délicate et cruciale !- des "réponses appropriées" aux problèmes des pays du Tiers-Monde, tel est en gros l'objet de ce papier.

Celui-ci, on le sent, est assez complexe et n'est pas facile à cerner, car renvoyant à plusieurs aspects distincts et cependant indissociables. Pour le mener à bien, on procédera en trois étapes de la façon suivante.

* Dans un premier temps, on se propose d'entrer pleinement dans la logique de l'analyse qui sous-tend l'idée de rupture avec le développement. Dans cette optique, on centrera la réflexion sur la notion de développement, avec comme intention d'une part, d'en discuter les présupposés implicites et, d'autre part, de mettre au jour le "travers" majeurs qui en sont à la base.

* Dans un deuxième temps, on s'efforcera de répondre aux questions formulées ci-dessus en les abordant expressément. À cette fin, on s'interrogera sur le contenu et la signification de la proposition relative au rejet ou au refus du développement.

* Dans un troisième temps, enfin, dans le prolongement de ce qui précède, on s'attachera à esquisser, dans ses grandes lignes, le sens dans

lequel il faut orienter la réflexion et l'action pour, progressivement, dégager quelques "réponses appropriées" aux problèmes des pays improprement désignés comme étant "sous-développés".

I- LE DEVELOPPEMENT: PRESUPPOSES IMPLICITES ET TRAVERS FONDAMENTAUX.

La critique traditionnelle du développement, on le sait, se fonde une double démarche: d'une part, elle s'attache à observer correctement les réalités des "pays en développement" et en décrit les évolutions; d'autre part, par confrontation implicite de ces réalités avec un schéma de développement idéal posé comme référence, elle s'efforce d'en faire ressortir les inadéquations et les contradictions. Ce faisant, elle explique ces dernières en les attribuant soit aux insuffisances du modèle théorique adopté (peu importe lequel), soit- si celui-ci est jugé irréprochable- à des écarts pris par rapport à lui lors de la mise à exécution, c'est-à-dire à une mauvaise application de ce modèle.

Cette critique, si elle a assurément son intérêt et son utilité, est loin d'être incontestable. En fait, elle est contestable surtout si l'on considère la façon dont elle balise le champ d'explication des blocages et des dysfonctionnements observés dans les expériences de développement. Pourquoi, en effet, ces derniers auraient-ils pour seules origines, toujours et partout, soit une carence des modèles, soit des erreurs commises au cours de la phase d'application ? Et si, par delà ces deux explications qu'il ne faut certes jamais exclure, le noeud du problème résidait dans le projet de développement lui-même ? Ou tout au moins, dans le projet de développement tel qu'il a été invariablement conçu et mis en oeuvre jusqu'ici ? C'est évidemment sur une telle hypothèse qu'est construite toute la problématique de la rupture avec le développement.

Peu importe à ce stade que cette hypothèse ait pour elle la multiplication des expériences malheureuses dans le Tiers-Monde et les échecs la répétition qu'on y enregistre. L'essentiel est ailleurs: il est dans la remise en cause de l'évidence du développement ainsi que de la pertinence universelle des catégories d'industrie, de science, de progrès, de rationalité, etc...qui lui sont associées. Cette remise en cause est essentielle car, à travers elle, l'enjeu est la démystification nécessaire du concept dominant de développement.

En effet, contrairement à l'idée qu'entretient implicitement la théorie reçue, le développement n'est pas une notion pure et indiscutable.

A son adresse, on peut formuler quatre grandes critiques, soulevant chacune un des travers majeurs qui en sont à la base: l'économisme, le mécanicisme, l'évolutionnisme et l'ethnocentrisme. Ces quatre travers envoient en fait aux quatre postulats sur lesquels repose tout l'édifice de l'économie du Développement. Par conséquent, leur mise au jour se confond avec celle de l'inadéquation de ces postulats.

1.1- Le travers économiste ou économiciste .

L'économisme, on le sait, consiste dans la croyance au rôle moteur, déterminant des forces matérielles dans la vie et l'histoire des sociétés humaines. Cette croyance, comme aux grands systèmes de pensée modernes (libéralisme, marxisme...) renvoie à un présupposé évident en apparence: le présupposé d'autonomie de l'économie, qui signifie en gros que le "social-historique" se scinde en deux instances distinctes, le matériel qui serait l'instance déterminante et l'extra-matériel-autrement dit l'univers des représentations-qui seraient l'instance déterminée. Ce présupposé n'est évident qu'en apparence car en réalité, quel que soit le contexte socio-historique auquel on a affaire, la scission économique: extra-économique est tout à fait problématique. Et, à supposer une telle scission effective et patinante dans le cadre des sociétés occidentales, ailleurs, dans les sociétés du Tiers-Monde notamment, elle demeure impensée pour ne pas dire impensable. Aussi, définir le développement de ces sociétés exclusivement ou principalement en termes économiques, comme l'ont fait jusqu'ici les différentes théories du développement, ne peut-il conduire qu'à des impasses.

1.2- Le travers mécaniste ou mécaniciste.

Ce travers est plus difficile à formuler que le précédent. Disons que par "mécanicisme", il faut entendre la croyance selon laquelle une expérience vécue par un groupe humain, dans une zone déterminée de la planète, peut se reproduire mécaniquement avec tous les autres groupes humains, dans toutes les autres zones de la planète. Dans le cas présent, cette croyance signifie que l'expérience du développement industriel de l'Europe occidentale est reproductible telle quelle, partout ailleurs dans le monde. À l'évidence, derrière cette croyance se trouve le présupposé d'auto-dynamisme du système économique, c'est-à-dire le présupposé suivant lequel le capitalisme est toujours et partout "spontanément dynamique et progressif", car doté d'une puissance vitalité endogène. Comme le précédent, ce présupposé n'est fondé qu'en apparence. À l'analyse des faits, l'auto-dynamisme du capital doit être sérieusement nuancé. Car si le capitalisme produit du

développement, il ne le fait en réalité que là où les conditions économiques, mais surtout extra-économiques, sont favorables. Ailleurs, c'est-à-dire là où ces conditions extra-économiques favorables font défaut- cas de la plupart des sociétés du Tiers-Monde actuel dans lesquelles la domination externe en particulier joue comme puissant facteur néfaste- le capitalisme se révèle non pas progressif. Aussi bien, s'en tenir à l'idée du développement comme transposition du modèle industriel du Nord vers les pays du Sud, et concevoir en conséquence la réponse au "sous-développement" prioritairement en terme d'industrialisation, est-elle une attitude vaine, conduisant aux mieux à "industrialisation dans le sous-développement" , au pire à des déboires et à l'échec.

1.3- Le travers évolutionniste.

L'évolutionnisme, à l'instar du mécanisme, est difficile à définir en quelques mots. Sans entrer dans les détails, notons qu'il consiste dans la croyance que l'évolution des sociétés humaines est une, que celles-ci passent toutes nécessairement par les mêmes étapes successives et que succession d'étapes constitue une marche constante vers un état meilleur. Cette croyance, prégnante depuis le siècle des Lumières, renvoie au postulat de progrès sur lequel sont construites toutes les idéologies modernes. Deux significations complémentaires sont au cœur de ce postulat:

d'une part, l'histoire humaine est progression perpétuelle vers des formes de vie supérieures et, donc, vers toujours plus de bonheur; et d'autre part, les sociétés les plus avancées sur cette voie ne font que montrer aux autres les formes de leur propre évolution ultérieure. Ce postulat de progrès, qui fonde toute la démarche de l'économiste du développement (que celui-ci se réclame du libéralisme ou du marxisme), est-il plus justifié que les précédents? La réponse est non, et cela pour deux raisons simples.

En premier lieu, l'histoire humaine n'est pas une notion absolue mais relative: ce qui est progrès au regard d'une collectivité humaine donnée ne l'est pas forcément au regard d'une autre. Ainsi, alors que dans les sociétés occidentales le progrès se résume, pour l'essentiel, dans l'accroissement du PNB par tête, ce ratio est d'une pertinence limitée (voire nulle) dans d'autres contrées de la planète: sans évoquer le cas très net des sociétés "primitives", étudiées par les anthropologues, dans de nombreux pays du Tiers-Monde, encore aujourd'hui, la notion de PNB par tête n'a socialement pas beaucoup de sens malgré les efforts de planificateurs. Dans ces conditions, en rester à la vision évolutionniste-progressiste dominante, et définir le développement des sociétés du Tiers-Monde comme s'il s'agissait d'un processus de

réalisation d'une évolution connue d'avance- avec passage par des étapes également connues d'avance-constitue une attitude infondée. dans le meilleur des cas, elle favorise un "développement" factice qui déstabilise des collectivités concernées sans leur apporter le bien-être matériel promis.

1.4- Le travers ethnocentriste.

L'ethnocentrisme, pour sa part, consiste dans une double croyance: croyance en la vocation d'une ethnie-c'est-a-dire, plus généralement, d'une société-a se constituer comme modèle pour toutes les autres, avec comme corollaire une tendance a projeter sur celles-ci les traits et caractères particuliers de celle-la; et croyance que les catégories d'analyse(notions, concepts, modes d'approche...) pertinentes dans le cadre de la société considérée comme référence, sont valables aussi dans le cadre des autres. Ramenée a la question discutée ici, cette croyance signifie que le mode de vie, de production et de consommation des sociétés industrielles du Nord est transposable, tel quel, aux sociétés du Sud, le tout étant de trouver la meilleure voie pour une telle transposition. A la base d'une telle croyance se trouve de toute évidence le postulat d'universalisme, postulat en vertu duquel la réalité humaine forme un tout unique dont les composantes- les différentes sociétés- sont liées par une communauté de valeurs et de destin. Ce postulat, séduisant dans son énoncé abstrait, est loin d'être indiscutable dans son contenu concret. En effet, derrière la catégorie abstraite d'universalité, ce qui se cache en réalité, c'est la volonté hégémonique de l'Occidentales aux sociétés qui ne sont pas. Or, s'agissant des sociétés du Tiers-Monde, l'ennui avec ce processus d'occidentalisation, ce n'est pas tant qu'il s'y traduit par la négation de leurs valeurs culturelles ancestrales. C'est surtout que, ce faisant, loin de favoriser leur décollage industriel et social, il les enferme toujours un peu plus dans la misère et le sous-développement . On comprend dans ces conditions la vanité de la démarche de l'économiste du développement. Ce dernier, en définissant aux nations du Tiers-Monde des objectifs techniques, économiques et sociaux par référence a la réalité technique, économique et sociale des nations développées, souscrit- qu'il l'admette ou pas- la vision ethnocentriste (occidentalo-centriste en l'occurrence) du développement des pays du Tiers -Monde. Ce faisant, il conforme un processus dont la logique est de détruire les cultures traditionnelles sans apporter de réponse appropriée aux problèmes matériels des populations concernées.

Telles sont donc les postulations implicites fondamentales sur lesquelles repose la nation courante de développement et la critique que l'on

peut faire des "travers" qui en découlent. Si cette critique n'est assurément pas sans fondement, cela rend-il pour autant crédible et pertinente l'idée de rupture avec le développement, professée sans détour ni nuance, on l'a vu, par un certain nombre d'auteurs spécialisés dans les problèmes du Tiers-Monde? C'est aspect de la question que l'on va examiner à présent.

II- ROMPRE AVEC LE DEVELOPPEMENT POURQUOI FAIRE?

Les analyses sous-tendant la critique radicale du développement sont, dans l'ensemble, pénétrantes et intérieurement cohérentes. Pourtant, la proposition sur laquelle elles débouchent- rompre avec toute notion de développement- peut difficilement emporter l'adhésion tant sa signification reste imprécise et son contenu (probable ou éventuel) largement sujet à caution.

Sans doute, sur la base d'un examen sans complaisance des évolutions enregistrées globalement dans les pays du Tiers-Monde depuis la décolonisation politique, ne peut-on que souscrire à la thèse suivant laquelle, à la périphérie du système mondial, le développement n'est qu'un mythe, fonctionnant un peu comme "un conte à l'ancienne" . Dans cette optique, il n'est pas la négation de la misère et du "sous-développement" mais la représentation idéologique, mystifiante ou mystificatrice, d'une réalité plus discutable: celle de la destruction culturelle des sociétés du Tiers Monde et de la poursuite de leur domination par l'Occident.

Aussi bien, de ce point de vue, les auteurs mettant en question le bien-fondé du développement, ont-ils tout à fait raison. Tel qu'il a été conçu et mis en oeuvre jusqu'ici, le développement au Sud n'est pas "synonyme de niveau de vie élevé ou d'accès au bien-être pour tous" (expression de S. Latouche). Il est plutôt le voile idéologique, le " masque littéraire" (autre expression de Latouche) posé sur la réalité d'une occidentalisation, d'autant plus contestable qu'outre la dépossession sur le plan culturel, elle signifie pour une bonne partie des populations concernées exclusion et frustration: sur les plans matériel et social.

Tout ceci ne valide pas cependant- du moins pas à nos yeux- la conclusion selon laquelle la "réponse appropriée" aux problèmes désignés comme étant le "sous-développement" passe nécessairement par le "refus du développement". Nous allons indiquer rapidement pourquoi.

En effet, cette idée de rupture avec le développement (ou avec le "paradigme du développement" comme on dit souvent dans la littérature considérée), que les en sont la signification et les implications?

Quel contenu précis recouvre-t-elle? Faute d'explications claires et suffisantes à ce propos, de la part des auteurs concernés, on formulera, sur le mode interrogatif, les deux "solutions alternatives" plus ou moins explicitement suggérées, pour aussitôt les discuter.

S'agit-il préconiser le rejet de ce que l'on appelle le "modernisme"-ou la société moderne- et de plaider pour un "retour au passé"? Dans ce cas, si la démystification des catégories de "moderne", de modernisation"... nous paraît effectivement nécessaire et fondée, on observera en revanche que l'idée de "retour au passé" est une idée dépourvue de sens, puisque la chose ou l'entreprise à laquelle elle fait référence dans le champ du réel est rigoureusement impossible. Il n'y a pas, il ne peut jamais y avoir de retour en arrière. Cette proposition du célèbre philosophe allemand Hegel, si elle est valable de façon générale à l'échelle de l'histoire humaine, vaut particulièrement dans le cas des formations sociales actuellement dites "sous-développées". Pour ces dernières, en effet, compte tenu de la profondeur des bouleversements subis du fait de la domination extérieure d'abord et du développement ensuite, retrouver les structures sociales d'avant la période coloniale ou semi-coloniale est non seulement irréalisable mais, à proprement parler, impensable: sans compter que cela n'est pas forcément souhaitable. Dans de telles conditions, on ne peut qu'émettre de fortes réserves quant à la pertinence et à la crédibilité de cette "solution" aux problèmes des sociétés du Tiers-Monde consistant dans le rejet en bloc de la "modernisation" au profit d'un "retour au passé".

Supposons maintenant qu'à travers l'idée de rupture avec le paradigme du développement, ce ne soit pas de retour au passé qu'il s'agit. De quoi s'agit-il alors? De "s'embarquer pour une utopie", comme le propose explicitement S. Latouche? Dans ce cas de figure aussi, les problèmes majeurs que pose la solution prônée- quant à son lien avec le réel et donc aux possibilités de sa mise en oeuvre concrète- ne sont pas résolus. Sans doute, une telle alternative, par ce qu'elle évoque comme rupture avec la routine et la monotonie d'une mode de vie mondialement uniformisé- ou en voie d'uniformisation- est-elle séduisante et fascinante. Il n'en demeure pas moins évident toutefois qu'elle est plus facile à énoncer intellectuellement qu'à réaliser concrètement. De fait, s'il est toujours loisible d'imaginer et de mettre au point sur le papier une forme de société nouvelle, ouvrant la voie à une civilisation originale, en tous points différente de ce que la communauté humaine a connu jusqu'ici, en revanche l'avènement de cette société et de cette civilisation nouvelle sur la scène de l'histoire est beaucoup plus incertain et beaucoup plus problématique. Par conséquent, comme dans le cas précédent, l'on ne peut qu'éprouver de fortes réticences devant cette

"solution alternative" qui fait de la quête-problématique et incertaine- d'un ailleurs ("ailleurs" étant, au sens propre, la signification du mot "utopie") la condition et le moyen de surmonter le "sous-développement".

Si donc l'idée de rupture radicale avec le développement est impossible à concrétiser dans sa version "retour au passé", et si elle reste trop abstraite, sans contenu véritable dans sa version "embarquement pour une utopie", quelle(s) issue(s) reste-t-il aux sociétés meurtries du Tiers-Monde? En d'autres termes, quelle(s) voie(s)celles-ci peuvent-elles emprunter pour soulager leurs population des symptômes les plus effroyables de la misère et pour, dans le même élan, enrayer durablement le processus infernal de "sous-développement" ?

III- POUR UN AUTRE DEVELOPPEMENT.

Lorsqu'on s'interroge sur le devenir des sociétés du Tiers-Monde, la question qui se pose tout d'abord est la suivante: compte tenu des résultats de l'expérience passée, peut-on encore envisager la possibilité de la réussite du projet de développement, ou bien cette réussite est-elle irrémédiablement exclu ? Si l'on se fonde sur les expériences asiatiques, il est clair que la réussite du développement dans le Tiers-Monde n'est pas absolument exclue. Seulement, il convient de préciser que tant que le développement aura le contenu qui a été le sien jusqu'ici, cette solution ne peut être envisagée qu'à l'échelle d'un nombre nécessairement restreint de pays. Pour qu'il en soit autrement, c'est-à-dire pour que la réussite du développement puisse être une solution générale ou généralisation, une rupture effective est indispensable avec la manière dont le développement a été conçu jusqu'ici et avec la panoplie de stratégies qui en ont résulté.

En d'autres termes, dans notre optique, la réussite du développement comme solution globale et radicale aux problèmes du "sous-développement" présuppose une redéfinitions de ce qu'est le développement. Elle présuppose donc une mise en question radicale-et pas seulement verbale- des modèles, schémas et programmes qui ont incarné jusqu'ici l'idée de développement et qui, dans leur grande majorité, se sont révélés d'une dramatique inefficacité. Pour tout dire, la réussite du projet de développement ne peut être une réponse au "sous-développement" à l'échelle de l'ensemble des pays Tiers-Monde que si, dans sa conception comme dans sa mise en oeuvre, ce projet est celui d'un autre développement.

Cet "autre développement", on sait dire, négativement en quelque sorte, quelles conditions ou quelles exigences doivent être remplies pour qu'il s'écarte réellement-et pas seulement théoriquement- de ce que l'on a

connu jusqu'ici. Pour résumer, notons que, lors de sa conception comme lors sa réalisation, il est important d'éviter l'écueil de l'économisme, avec ce qu'il implique comme culte du productivisme, comme croyance en la toute-puissance de la technique... Comme il est nécessaire de se garder de l'écueil évolutionniste dont le corollaire, le mimétisme, est stérile économiquement et suicidaire culturellement. En mot, pour être différent, ce développement doit, dans son concept comme dans sa réalité, rejeter l'idée de primauté de l'économie sur le social et, conséquemment, de la technique sur le culturel.

Quant à dire, positivement et précisément, ce que doit être ce "nouveau développement", quelles caractéristiques doivent être les siennes, selon quelles modalités il doit se concrétiser, etc., une telle tâche ne peut être à l'ordre du jour ici. Elle ne peut l'être car cela reviendrait à construire un autre modèle de développement alors que justement le refus de toute idée de "modèle" constitue l'un des fondements de la "philosophie du nouveau développement". Tout au mieux, à partir de l'échec des expériences volontaristes et par trop mimétiques, peut-on tirer un ensemble d'enseignements quant aux principes qui doivent guider l'action et la radicalement différent. Parmi ces enseignements, deux nous paraissent particulièrement cruciaux et déterminants.

Le premier est que le développement ne doit pas, ne doit jamais être posé comme une fin en soi. La finalité est, et doit rester l'épanouissement de l'homme ou des groupes d'hommes dans leurs cadres sociaux respectifs. Par conséquent, au lieu de se réaliser au détriment des collectivités humaines concernées, le développement doit être entièrement au service de celles-ci. Cette orientation extra-économiques, sociales et politiques d'une part, morales ou éthiques, d'autres part. Mais, dans le même temps, loin d'être en contradiction avec les nécessités économiques, elle les rejoint: la priorité donnée ainsi à l'amélioration des conditions d'existence des populations et à la satisfaction de leurs "besoins de base" constitue en effet la seule "réponse appropriée" au problème des débouchés, classique dans le contexte des économies dites "sous-développées".

Le second enseignement, quant à lui, implique que le développement, au lieu d'être cette entreprise échappant complètement aux populations concernées, se fasse totalement avec elles, ce qui signifie notamment en conformité avec leurs valeurs culturelles et leurs aspirations. La aussi, ce principe, s'il se justifie avant tout pour des raisons humaines, de morale politique ou d'éthique, se justifie aussi, dans le même temps, au regard de la "raison économique":

Toutefois, si un tel recours peut effectivement s'imposer dans certains cas, il est impératif d'organiser, parallèlement, les conditions de l'assimilation locale des technologies importées, comme de créer les conditions d'une production locale de technologies. Tout ceci, au demeurant, s'intègre parfaitement dans la logique, préconisée ici, d'un développement orienté de préférence vers le marché interne. Car en autorisant une plus grande marge de manoeuvre en matière de choix des techniques, une telle orientation rend à la fois possible et nécessaire cette évolution doublement favorable à l'emploi, d'une part, à la maîtrise locale de la technologie, d'autre part.

BIBLIOGRAPHIE.

- [1]- F. Perroux, **pour une philosophie du nouveau développement**, éd. Aubier, les presses de l'Unesco, Paris, 1981.
- [2]- F. Partant, **A la fin du développement: Naissance d'une alternative**, éd. François Maspero, col. "Cahiers libres", Paris, 1982.
- [3]- Ch. A. Michalet, **Le défi du développement indépendant**, les Editions Reochevignes, Paris, 1983.
- [4]- R. Jaulin, Ethnocide. Tiers-Monde et ethnodéveloppement, **Revue Tiers-Monde**, T.XXV, n 100 (intitule "Le développement en question"), Oct. Déc. 1984.
- [5]- Autrement dit, si dans les débats de naguere le développement était la grande question, à l'heure actuelle c'est le développement en tant que tel qui, dans certaines approches, est mis en question. Cf **Revue Tiers-Monde**, n 100, sous la direction de S. Latouche, op.cit.
- [6]- J. Austruy, **Le scandale du développement**, éd. Marcel Rivière et Cie, Paris 1965.
- [7]- C. Furtado, **Le mythe du développement économique**, éd Anthropos, Paris 1976.
- C. Mendès (sous la direction de), **Le mythe du développement**. Editions du Seuil, Col. "Esprit", Paris 1977.
- [8]- parmi les auteurs qui prônent explicitement le "refus du développement", citon:- Ch. Alvares, Le refus du développement. Problèmes économiques, La Documentation Française, n 1854, 28 déc. 1983;- S. Latouche, **Faut-il refuser le développement? Essai sur l'anti-économique du Tiers-Monde**, éd. PUF, col. "Economie en liberté", Paris, 1986.
- [9]- "Il s'agit, note justement E. Morin. de voir des questions là où on voyait des réponses évidentes: science, technique, rationalité, tels qu'ils continuent à se développer, sont précisément la cause des problèmes dont

concrètes et significatives dans les conditions de vie et de travail des populations rurales.

III-2- Le deuxième axe concerne l'orientation à prendre dans le domaine de la technologie.

Mettre le processus économique au service de l'homme- un des principes de base du "nouveau développement"- est à la fois condition et conséquence de la maîtrise sociale de ce processus, ce qui est un autre principe de base du "nouveau développement". Autrement dit-la maîtrise locale du développement implique que la réalisation de celui-ci repose essentiellement sur les énergies disponibles localement. Une politique vivant le plein-emploi de la main-d'oeuvre est donc non seulement souhaitable socialement mais nécessaire économiquement. Au sein d'une telle politique, le volet technologique est l'un des plus importants. Dans les pays "en développement", sans doute bien moins encore que dans les pays industrialisés, la question du choix des techniques ne saurait s'appréhender comme question purement technique: c'est aussi une question sociale et politique. Pour être adéquats, les choix technologiques ne doivent pas viser uniquement, ni même principalement, la compétitivité des produits sur le marché international. Sans doute, compte tenu des exigences et des contraintes de l'économie moderne, n'est-il pas possible d'ignorer la nécessité d'exporter. Mais, dans le même temps, il importe de ne pas oublier que le plein-emploi des hommes reste à la fois l'objectif et le moyen d'un développement autonome économiquement et satisfaisant socialement. Il ne s'agit évidemment pas, à travers ceci, de prôner un rejet systématique de la "technologie moderne" et de prétendre que la "technologie traditionnelle" est toujours la "technologie appropriée". Non, il s'agit plutôt de soutenir que les problèmes à résoudre étant divers, les solutions technologiques à leur apporter sont nécessairement, elle aussi, diverses et résident dans le "pluralisme technologique" suivant la formule de D. Théry

D'autre part, il est clair que le développement ne saurait être la réponse appropriée au "sous-développement" que dans la mesure où il ne se confond pas avec une entreprise de dépossession de sociétés concernées de leurs savoir-faire ancestraux, ainsi que de leurs facultés d'imagination et de création. De ce point de vue également, les choix technologiques sont d'une importance cruciale. Certes, on vient de le souligner, il n'est pas question d'écarter tout recours aux technologies de pointe, conçues dans les pays industrialisés: ceci serait contraire à cette idée de pluralisme technologique qui constitue, selon nous, la meilleure approche du problème posé.

seule une telle orientation tendant à faire des groupes humains concernés les sujets actifs du développement est de nature à rendre celui-ci moins tributaire de l'extérieur au triple plan des marchés, des capitaux et de la technologie.

Concrètement, quel contenu peut-on donner à ces deux enseignements? En limitant la réflexion aux seuls aspects économique et social, ce contenu peut s'articuler, pour l'essentiel, autour de deux axes distincts méthodologiquement mais étroitement liés l'un à l'autre dans la réalité.

III 1- Le premier axe concerne l'action à mener dans le domaine de l'agriculture.

Le dynamisme de l'agriculture, on le sait, est la condition du décollage industriel et social véritable d'un pays. Il est également ce qui permet de couvrir les besoins alimentaires des populations et d'atteindre l'auto-suffisance en la matière. Dans l'état défavorable - pour ne pas dire plus - ou se trouvent actuellement la plupart des agricultures du Tiers-Monde, ce dynamisme suppose naturellement tout un ensemble d'actions de nature économique dont, notamment, un effort d'investissement conséquent en faveur du monde rural. Mais il suppose tout autant sinon plus une vigoureuse action tendant à la revalorisation ou à la réhabilitation, sur le plan culturel, du travail et de la vie à la campagne. Par rapport aux pratiques et aux options qui ont généralement prévalu dans le passé, il s'agit donc d'opérer un renversement complet de problématique: c'est l'industrie qui doit être mise au service de l'agriculture et non l'inverse.

Compte tenu de ce qu'étaient et de ce que sont encore largement aujourd'hui les compositions sociales dans la majorité des pays du Sud, ceci constitue d'ailleurs la seule démarche de nature à conjuguer le développement avec la prise en charge des besoins sociaux et, par effet heureux, à rendre le premier moins tributaire des évolutions extérieures.

Dans le cadre de ce changement de cap et de renversement des priorités, il va sans dire que de nouvelles modalités de fixation des prix, et donc de répartition des revenus, doivent être mises en place, avec pour objectif de sauvegarder le pouvoir d'achat des paysans et de l'ensemble de la population rurale. Le processus d'exode des campagnes, on ne le dira jamais assez, est un véritable fléau qui prend des proportions alarmantes dans de nombreux pays "sous-développés". Pour l'enrayer, la redistribution de la terre et l'augmentation des rendements à l'hectare, si nécessaires soient-elles, ne suffisent pas. Encore faut-il qu'elles se traduisent par des améliorations

ils sont censés être les solutions". Cf. **Le développement de la crise du développement**, in le mythe développement, ouvrage collectif, op.cit.p.256.

[10]- Le terme est de C. Castoriadis. Cf. **L'institution imaginaire de la société**, Editions du Seuil. col. "Esprit". Paris 1975.

[11]- Expression empruntée à S. Latouche, in "Quelques hypothèses hétérodoxes sur le sous-développement, **les Temps-Modernes**, n 417, avril 1981.

[12]- Titre d'un ouvrage de P. Salama et P. Tissier paru dans la petite collection Maspero en 1982.

[13]- Ceci, naturellement, n'est pas sans relation avec l'insuffisance, unanimement reconnue, des méthodes de mesure du PNB par tête dans les formations sociales du Tiers-Monde.

[14]- Autrement dit, si l'occidentalisation est une réussite sur le plan culturel (dans le sens précis qu'elle détruit bien les valeurs des sociétés concernées), elle est en revanche un échec (globalement en tout cas) sur le plan économique. Ce paradoxe n'en est pas un, en définitive, et l'échec économique s'explique assez logiquement. L'extension aux pays de la périphérie" du mode de production et de consommation en vigueur dans ceux du "Centre" constitue, on l'a vu, le contenu essentiel du développement" dans pratiquement toutes les conceptions. Or, une telle extension, si elle est envisageable dans quelques cas, est impossible à concrétiser dans tous les pays notamment à cause des limites physiques ou naturelles. "Si tous les habitants de la planète vivaient selon le mode de vie américain, tous les gisements connus de minerai de fer seraient épuisés en 40 ans, ceux de cuivre en 8 ans, ceux d'étain en 6 ans, ceux de pétrole en 5 ans et demi. Tous les océans seraient morts en quelques années, le vol aérien serait quasiment impossible en raison de l'engorgement du ciel, etc.". S. Latouche, **Critique de l'impérialisme**, éd. Anthropos, col. n 8, Paris, 1970. P.69.

[15]- Cf G. Rist et F. Sabelli (textes réunis par). **Il était une fois de développement...** Editions d'En bas, Lausanne, 1986.

[16]- Curieusement, S. Latouche semble tout à fait d'accord sur ce point. "Le retour au passé", admet-il explicitement, "n'est ni possible ni souhaitable. Naguère colonisée, donc colonisable. société en cause le redeviendrait" (in **faut-il refuser le développement**. Op.cit., P.202). Sous la plume de Latouche, cette position est surprenante car l'une des idées qu'il défend dans l'ouvrage en question est que toute "régénération sociale" des formations du Tiers-Monde passe par la "réhabilitation des survivances traditionnelles".

[17]- Cf le développement en question, introduction au numéro de la **Revue Tiers-Monde** consacrée a ce thème, op. cit.

[18]- Compte tenu des idées que nous avons exposées en faisant la critique des postulats implicites de l'économie du Développement et des travers correspondants, il n'eût évidemment pas été incohérent ou illogique de souscrire a la thèse du "refus du développement". Si nous ne l'avons pas fait et ne croyons pas pertinent de le faire, c'est-outré les raisons présentées- par souci de tenir compte des réalités telles qu'elles sont. Or de ce vue, chacun sait que le projet de développement a, derrière lui, une histoire d'au moins quarante a cinquante ans dans le Tiers-Monde. A cause de cela, il parait difficile d'imaginer que le choix est laissé, aujourd'hui, aux différents pays de poursuivre ce projet ou, a l'inverse, de l'abandonner.

[19]- Ou tout au moins sur certaines d'entre elles: celles des "Quatre dragons" bien sûr, mais aussi celles de la Thaïlande, de la Malaisie, de l'Indonésie, etc...Pour un rapide bilan de ces expériences, voir P.Juder, Réussites en Asie: expériences uniques ou modèles en puissance, Colloque CLERDI-IESL, Lyon le 13-09-1989 (texte paru dans **Economie et Humanisme**, n 313, mai-juin 1990).

[20]- Parler en termes de "réussite du projet de développement", ce n'est pas forcément renouer avec la vision économiste du développement. En réalité, le problème est dans les conditions de cette réussite. Dans la vision économiste, on le sait, ces conditions sont essentiellement d'ordre économique et technique. Dans notre optique, il n'en va pas ainsi. S'il n'est pas niable que les conditions économiques de mise en oeuvre d'une expérience de développement en influencent les résultats, la réussite- ou l'échec- de cette expérience dépend principalement des données extra-économiques du contexte dans lequel elle se déroule. Ces données extra-économiques sont sociales et politiques évidemment mais aussi culturelles juridiques, etc...

[21]- Les expériences les plus originales en apparence n'échappent pas, en fait, a l'emprise de la vision évolutionniste et au biais mimétique qui en résulte. En témoigne le cas lanzanien analysé par D. Théry. Cf le biais mimétique dans le choix des techniques: un facteur d'asphyxie du développement en Tanzanie, **Revue Tiers-Monde** n 100. op.cit.

[22]- D'une certaine manière, on rejoint ici la problématique du "développement local" telle qu'elle est ébauchée actuellement en France et dans d'autres pays occidentaux, Cf B. Pecqueur. Le développement local: mode ou modèle, éd. Syros Alternatives. Paris 1989.

[23]- Sur cet échec, voir l'excellent ouvrage de L. Grandstedt. **L'impasse industrielle**, Editions du Seuil, Paris 1980.

[24]- Sur cette notion de "besoins de base", il existe une littérature importante. Pour un aperçu synthétique de ce qu'elle recouvre, on consultera:

- G. Destannes de Bernis, De l'existence de points de passage obligatoires pour une politique de développement, Economie et Société, **ISMEA**, série F, n 29 février 1983;

- Et, surtout, G. de Bernis et B. Gerbier. Contribution a la disparition de la dichotomie "Economique Social": la notion de besoins essentiels, Colloque "Emergence du social en Algérie", Université d'Oran, le 17, 18 et 19 avril 1983 (texte paru dans Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble, n 3, 1984).

[25]- La question du choix des techniques dans le développement a donné lieu a d'âpres controverses dans les milieux spécialisés, opposant partisans de la "technologie de pointe"- et donc du "raccourci technologique"- et adeptes de la "technologie douce" ou "intermédiaire". Cf notamment:

- A. Emmanuel, **Technologie appropriée ou technologie sous-développée?** suivi d'une discussion avec C. Furtado et H. Elsenhans. éd. IRM- PUF. Paris, 1981.

- D. Théry, plaider pour développer des technologies plus appropriées et passer du mimétisme au pluralisme technologique, **Revue Tiers-Monde**. T. XXII, n 88, déc 1981. Ce texte, critique a l'égard des thèses défendues par Emmanuel, est suivi d'une réponse de celui-ci.